

*Mauritius Times*, Friday 17 December 2004

Interview: Eric Ng Ping Cheun, économiste

**“2005 s’annonce difficile pour l’économie mauricienne”**

**“Le plus tôt on organise les élections générales, le mieux ce sera pour notre économie...”**

**... beaucoup de décisions restent en suspens en raison de l’incertitude politique”**

**“La meilleure façon de démocratiser l’économie est d’introduire la concurrence dans tous les secteurs et de libéraliser le commerce extérieur et l’accès aérien”**



“Les indicateurs macroéconomiques ne sont pas au beau fixe. La croissance économique a enregistré une moyenne de 4% au cours de la période 2001 à 2004, alors que nous étions habitués à une moyenne de 5% dans les années 1990. L’investissement privé... est largement insuffisant pour avoir une croissance économique soutenable et pour faire reculer le chômage... Le taux de chômage officiel est de 9,2% à fin juin 2004. J’estime qu’il va dépasser la barre des 10% d’ici à juin 2005... On va tout droit vers les 5,5% l’année prochaine... La dette totale du secteur public est passée à Rs 106 milliards en mars 2004, soit l’équivalent de 67% du PIB. Le taux qui est internationalement reconnu comme tolérable est 60%... Notre fort taux d’endettement public est un mauvais signal envoyé au monde des affaires...”

Ce sont-là les propos de Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil, en réponse à la question de savoir si 2005 sera l’année de tous les dangers pour l’économie mauricienne? Plus loin, il ajoute que “le plus tôt on organise les élections générales, le mieux ce sera pour notre économie. Beaucoup de projets sont gelés, et beaucoup de décisions restent en suspens, en raison de l’incertitude politique...”

*\* Lire ci-dessous l’essentiel de l’interview:*

**Mauritius Times: Selon 'The Economist Intelligence Unit' (EIU), la croissance mondiale devrait ralentir en 2005, une décélération qui risque de tourner à la récession si les menaces qui pèsent sur elle se précisent. Comment s'annonce 2005 pour Maurice sur le plan économique selon votre analyse?**

**Eric Ng Ping Cheun:** Permettez-moi d'avancer tout d'abord qu'aucune étude n'a prouvé qu'il existe une quelconque corrélation entre la croissance mondiale et la croissance de l'économie mauricienne. Lorsque les Etats-Unis étaient en récession en 2001, Maurice avait quand même maintenu une croissance de 5,6%! Notre croissance ne dépend pas de la croissance des Etats-Unis ou de l'Europe *stricto sensu*. Mais elle dépend certainement des marchés extérieurs de produits spécifiques: le sucre, le textile et le tourisme en particulier. Demain, si nos entreprises perdent des parts de marché dans ces secteurs spécifiques, alors la croissance de notre économie en souffrira. Et ce, même si les économies américaine et européenne connaissent une forte croissance.

Le sucre et le textile ont été, ou restent encore, des marchés protégés pour nous. Si l'on enlève les protections en termes de prix ou de quotas, notre économie sera en sérieuse difficulté. Non pas parce que l'absence de protection est une mauvaise chose en soi, mais parce que nos entreprises ont mis trop de temps pour appliquer les restructurations nécessaires afin d'affronter l'absence de protection. Tout le monde savait dès 1995 que l'Accord MultiFibre allait être démantelé en 2005. Mais on croyait que cela n'allait jamais arriver. Je constate un sentiment similaire dans les milieux sucriers: on continue de prier que le Protocole sucre va durer indéfiniment.

En 1996, le gouvernement travailliste avait aboli la taxe sur les compagnies pour les entreprises de la zone franche. Cela dans le but de les aider à se moderniser et à se restructurer. Dans les années qui suivirent, la Banque de Maurice laissait la roupie se déprécier rapidement, ce qui rendait les exportations textiles très compétitives. Allègement fiscal et soutien monétaire: la zone franche ne pouvait mieux espérer! Mais elle n'a pas profité de ces aides ponctuelles pour devenir plus efficaces. Aujourd'hui, elle vient nous dire qu'elle n'est toujours pas prête à affronter la compétition internationale. Mais quand sera-t-elle prête?

J'ose espérer maintenant que la très forte appréciation de l'euro ne va pas amener les entreprises du secteur sucrier et de l'industrie textile à ralentir leur restructuration. Cette appréciation de l'euro est du pain bénit pour nos exportations, mais elle peut être un couteau à double tranchant. Les entreprises d'exportation peuvent respirer, mais elles doivent profiter de ce temps de répit pour résoudre leurs problèmes structurels.

Je le répète: la croissance de notre économie ne dépend pas de la croissance mondiale. Elle dépend de notre capacité à se restructurer et à s'adapter à la compétition.

En ce qui concerne l'année 2005, elle s'annonce difficile pour l'économie mauricienne, malgré quelques progrès qu'on constate au niveau des restructurations de certaines grandes compagnies. Beaucoup de nos entreprises textiles ne sont pas tout à fait prêtes à affronter la concurrence de la Chine. Elles obtiennent un soutien inespéré: la forte appréciation de l'euro. Mais il y a une limite au-delà de laquelle les répercussions sur l'économie seront néfastes. Déjà, on commence à sentir les effets de l'appréciation de l'euro et de la livre sterling sur l'inflation. Il faut savoir qu'au moins un tiers de nos importations est payé en euros et en livres sterling, ce qui est loin d'être négligeable.

Le dollar, lui, ne se déprécie pas assez par rapport à la roupie pour alléger la facture des importations. Je pense que le dollar va baisser encore par rapport à l'euro l'année prochaine parce que le déficit du compte courant des Etats-Unis est trop élevé (5% du PIB). A Maurice, la dépréciation du dollar par rapport à la roupie est faible, du moins pas aussi conséquente que l'appréciation de l'euro vis-à-vis de la roupie. Ces derniers mois, l'euro a gagné plusieurs roupies tandis que le dollar n'a perdu que quelques centimes... Les consommateurs sont donc les grands perdants de cette situation. Leur pouvoir d'achat en souffre.

Maintenant, la dépréciation du dollar n'arrange pas ceux qui exportent vers les Etats-Unis. Les avantages tarifaires que nous allons obtenir sous la Third Country Fabric Derogation pendant une année seront amoindris par la dépréciation du dollar.

Je ne serai pas étonné si la roupie se déprécie contre toutes les principales devises, notamment le dollar, l'euro et la livre sterling, à partir de mars de l'année prochaine. Car notre problème à nous, c'est le manque de devises sur le marché local. Pour le moment, c'est la période des rentrées de devises dans les secteurs du textile et du tourisme. On s'en sort tant bien que mal. Reste que les banques vendent des devises avec parcimonie. En fait, le marché est à court de devises.

Pour moi, le problème de fond, c'est l'absence de confiance dans la roupie. C'est la conséquence d'une politique monétaire qui a été trop laxiste. La Banque de Maurice a trop baissé le taux d'intérêt, créant un excès de monnaie au sein de l'économie. Comme la demande de capitaux (des entreprises) ne répondait pas à l'offre de capitaux (des banques), il s'ensuit un excès de liquidités, source d'inflation. Personne ne veut des roupies.

**\* Des quatre risques graves qui menacent l'économie mondiale, on note ceux concernant une nouvelle flambée des cours du brut, l'effet déstabilisateur sur les taux de change causé par les déséquilibres des grandes économies mondiales. Le EIU précise également que la zone euro**

**est “plus particulièrement à risque”. Est-ce que nos indicateurs macroéconomiques vous indiquent que 2005 sera-t-elle l’année de tous les dangers pour l’économie mauricienne?**

-- Les indicateurs macroéconomiques ne sont pas au beau fixe. La croissance économique a enregistré une moyenne de 4% au cours de la période 2001 à 2004, alors que nous étions habitués à une moyenne de 5% dans les années 1990.

Pendant ces quatre dernières années, le taux d’investissement global est resté en-dessous de 23% du PIB. L’investissement privé représente 14% du PIB, ce qui est largement insuffisant pour avoir une croissance économique soutenable et pour faire reculer le chômage. L’Etat est trop présent dans l’économie: l’investissement public comptait pour presque 40% du total des investissements en 2003.

Le taux de chômage officiel est de 9,2% à fin juin 2004. J’estime qu’il va dépasser la barre des 10% d’ici à juin 2005. Actuellement, l’estimation officielle du nombre de chômeurs est de 49 500. Mais il faut dire qu’il existe 4 700 personnes qui ne travaillent pas, sont disposées à travailler, mais ne recherchent pas activement du travail. Selon la définition du Bureau international du Travail, ces personnes ne sont pas comptabilisées comme chômeurs.

L’inflation en rythme annuel progresse rapidement chaque mois: 4,1% en septembre, 4,4% en octobre et 4,6% en novembre. On va tout droit vers les 5,5% l’année prochaine. La hausse du prix pétrolier y est pour quelque chose, mais la principale cause est la forte dépréciation de la roupie. Le niveau toujours élevé du déficit budgétaire (5,6% du PIB) et l’accroissement de la dette publique alimentent les pressions inflationnistes.

Justement, la dette totale du secteur public est passée à Rs 106 milliards en mars 2004, soit l’équivalent de 67% du PIB. Le taux qui est internationalement reconnu comme tolérable est 60%, comme l’a reconnu l’actuel gouvernement dans son document “The Present State of the Economy”. Notre fort taux d’endettement public est un mauvais signal envoyé au monde des affaires.

**\* Les économistes de l’Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) estiment que la Chine et l’Inde, qui disposent à la fois de matières premières et d’une puissante industrie textile, seront les grandes gagnantes de la fin des quotas imposés aux importations textiles. Les pays les plus pauvres en seront les grandes victimes tandis que les ajustements les plus douloureux semblent passés pour la plupart des pays développés. Où se situe l’industrie textile mauricienne dans ce schéma ?**

-- Dans ce schéma, les meilleures usines textiles devront pouvoir tenir la tête hors de l’eau. Compagnie Mauricienne de Textile a beaucoup investi dans la modernisation de ses équipements alors que Floréal Knitwear récolte les bénéfices de ses restructurations. Les usines qui ne revoient pas leur système de gestion de fond en comble vont courir à leur perte. Elles doivent gagner beaucoup en productivité, tant au niveau du travail qu’à celui du capital.

Je pense que les entreprises textiles auront à réfléchir à une stratégie de délocalisation pour assurer leur survie. Même les usines performantes auront à délocaliser leur production pour assurer une efficacité globale de leur entreprise. Certains types de production se feront à Maurice, mais on délocalisera pour sauvegarder les emplois locaux.

L'industrie textile mauricienne doit définitivement aller dans le sens de l'intégration verticale. La création de filatures est une bonne stratégie pour Maurice qui aura à viser le marché régional. Nous devons être les meilleurs dans la région. La compétition sera certes globale, mais les acheteurs aiment toujours diversifier leurs commandes. Outre les prix, les relations entre acheteurs et vendeurs comptent beaucoup.

**\* Toujours selon l'OCDE, les pays souhaitant rester exportateurs de textile doivent consacrer d'énormes efforts à, entre autres, l'amélioration de leurs infrastructures de transport et simplifier les réglementations douanières archaïques afin de raccourcir le temps d'accès aux marchés pour leurs produits. Air Mauritius joue-t-elle le jeu par rapport aux infrastructures de transport pour notre industrie textile et le tourisme?**

-- Dans la guerre sournoise entre Air Mauritius et les opérateurs textiles et touristiques, l'Etat doit savoir arbitrer et trancher. L'objectif ultime doit être l'intérêt de l'économie nationale. L'industrie textile et le tourisme dépendent du secteur d'aviation, mais ce dernier dépend aussi de la santé de ces deux secteurs. Une baisse de ces deux activités ne peut qu'affecter la compagnie d'aviation nationale elle-même.

Il faut garder à l'esprit que nous avons un gros problème de chômage. L'industrie touristique est l'un des principaux secteurs qui soient porteurs d'emplois. Pour cela, il faut accroître les arrivées touristiques. L'Etat doit trouver une solution optimale qui ne lèse pas les intérêts d'Air Mauritius, mais où les usines textiles payent le moins de fret possible et où les hôtels arrivent à remplir toutes les chambres en période de pointe.

**\* Au-delà des débats et de cette controverse sur les nouvelles définitions de la dette publique et du chômage imposées, selon l'opposition, à la Banque de Maurice et au Bureau des statistiques respectivement par l'Etat, qu'est-ce qu'une dette publique dépassant les Rs 100 milliards et un taux de chômage supérieur à 10% vous indiquent quant à nos perspectives d'avenir?**

-- Il n'y a pas de nouvelle définition de la dette publique, mais une nouvelle manière plus juste de financer la dette publique. Je suis d'accord avec le nouveau procédé qui est de séparer la gestion monétaire de la gestion fiscale. Auparavant, la Banque de Maurice (BoM) épongeait des liquidités en émettant des bons du Trésor qui étaient à la charge du gouvernement. Ce dernier faisait

les frais de la politique monétaire. C'était acceptable tant que la politique monétaire était directement dicté par le gouvernement.

Aujourd'hui, le gouvernement donne une certaine indépendance à la BoM qui est seule responsable de la politique monétaire. Dans ce cas, il est logique que la BoM émette des BoM Bills qui concernent uniquement la gestion de la roupie, alors que les bons du Trésor sont consacrés au financement de la dette gouvernementale proprement dite. En retour, le gouvernement n'obtient plus des revenus à partir des profits de la BoM. Il faut arrêter d'entretenir la confusion que le gouvernement et la Banque centrale en font un.

En ce qui concerne le chômage, il n'y a pas de nouvelle définition non plus, à part le fait qu'on exclut maintenant les jeunes de 12 à 14 ans de la population active. En fait, il existe un nouveau procédé pour estimer le taux de chômage. Auparavant, le Bureau central des statistiques faisait son estimation sur une base annuelle à partir du recensement de la population, des enquêtes sur le terrain et des sources administratives.

Maintenant, le CSO fait une enquête auprès des ménages chaque trimestre pour estimer le taux de chômage. C'est le fameux Continuous Multi-Purpose Household Budget Survey. Mais je dois souligner que les nouveaux résultats du taux de chômage ne diffèrent pas grandement des précédents. Là aussi, on entretient la confusion pour des raisons politiques. Il faut arrêter cela, car il y a de la crédibilité du CSO. Toutes les institutions internationales font d'ailleurs confiance au CSO.

**\* Qu'est-ce qui explique le faible taux d'investissement malgré la disponibilité de fonds dans les caisses des banques, M. Ng Ping Cheun? Est-ce en raison d'un manque de confiance dans l'économie mauricienne?**

-- D'abord, je dois préciser que le surplus de l'épargne par rapport à l'investissement est tombé en 2004 à Rs 525 millions, soit l'équivalent de seulement 0,3% du PIB. Donc, il n'est pas juste de dire qu'on a trop d'épargne à Maurice par rapport à l'utilisation de ces ressources.

Ensuite, il faut se demander d'où vient cet excès de fonds entre les mains des banques. La raison, comme je l'ai dit plus haut, est que la Banque de Maurice a fait baisser drastiquement le taux d'intérêt alors que la demande pour des fonds n'accroissait pas. Le simple bon sens veut qu'on n'assouplisse pas le loyer de l'argent quand il n'y a pas vraiment de projets d'investissement.

Maintenant, pourquoi n'y a-t-il pas suffisamment de projets? Il y a certainement un manque de confiance dans l'économie mauricienne. Plusieurs facteurs expliquent cela: une roupie instable, des procédures administratives trop longues, la perception que le gouvernement favorise certaines personnes, et le dysfonctionnement des règles du jeu.

Et puis, l'esprit d'entrepreneur est en déclin. Nos capitaines d'industries sont davantage des chercheurs de rentes que des entrepreneurs. Ils préfèrent faire du lobbying auprès du gouvernement pour obtenir des faveurs. Que rapportent au pays ces fameuses réunions trimestrielles entre le gouvernement et le secteur privé, si ce n'est que des occasions pour chacun de promouvoir ses intérêts particuliers?

Enfin, je pense que le monde des affaires est dans un attentisme terrible en raison du calendrier électoral. Je crois que le plus tôt on organise les élections générales, le mieux ce sera pour notre économie. Beaucoup de projets sont gelés, et beaucoup de décisions restent en suspens en raison de l'incertitude politique.

**\* Navin Ramgoolam déclare lors de ses sorties publiques qu'il va introduire des mesures radicales durant les 100 premiers jours de son prochain mandat si son parti est reconduit au pouvoir. Mesures radicales, comprend-on, dans le domaine éducatif et l'économie. Si vous aviez à proposer des mesures radicales au prochain gouvernement, vous diriez quoi?**

-- Pour ce qui est du domaine éducatif, je suis d'accord qu'il faut préserver notre capacité à créer des élites. Je ne comprends pas pourquoi ce mot "élite" a subitement une charge émotionnelle chez nous. A Singapour, Lee Kuan Yew encourage ouvertement la promotion des élites. Un pays ne peut pas se développer sans une élite.

Tout le monde a droit à l'éducation. Personne ne conteste cela. Mais il faut éviter à tout prix un nivellement par le bas. Interrogez les enseignants de langues, et ils vous diront tous que le niveau de l'anglais et du français a chuté dramatiquement dans le secondaire. D'autre part, le ministère de l'Education incite-t-il assez au goût pour les mathématiques et les matières scientifiques?

Ce qui m'inquiète, c'est l'abêtissement du débat public. On débite n'importe quoi dans la presse et sur les ondes radiophoniques. Pour la moindre petite chose, on court derrière les médias – les journaux, les radios et la télévision. Sur presque tous les sujets (la pauvreté, l'environnement, les femmes, etc.), on se montre politiquement correct pour attirer l'attention des médias. Il est malheureux que ce culte pour les médias a gagné ceux qu'on classerait parmi nos élites. On a aujourd'hui des produits médiatiques qu'on croirait être les seuls à comprendre les complexités de la vie économique et sociale. Or, je peux vous affirmer que nos meilleurs professionnels sont, en fait, ceux qui font leur travail tranquillement sans avoir à chercher la médiatisation.

Dans le domaine de l'économie, lorsque le leader de l'Opposition parle de "mesures radicales", j'espère que ce ne seront pas des mesures qui vont

effaroucher le secteur privé. Si jamais le Parti travailliste revient au pouvoir, les 100 premiers jours seront effectivement la période la plus cruciale pour le pays. Les attentes seront énormes, si bien que le régime devra éviter le moindre faux pas. Pour tout parti au pouvoir, quel qu'il soit, il existe un seul élément qui détermine le succès d'un gouvernement: la confiance de la population en ses dirigeants. Sans cette confiance, rien ne peut bouger.

Si je devais proposer des "mesures radicales", j'en proposerais trois. La première: les dépenses publiques doivent cesser d'augmenter. Trouvez toutes les solutions imaginables, mais les dépenses publiques doivent cesser d'augmenter. La hausse des dépenses publiques et du déficit budgétaire est la cause principale de tous les maux. D'abord, elle encourage l'inflation par le biais de l'expansion de la monnaie et de la dette publique. Ensuite, elle amène le gouvernement à taxer davantage le consommateur et les entreprises, directement ou indirectement (à travers des réglementations). Puis, elle rend plus difficile la baisse des barrières tarifaires, car les droits de douane constituent une source de revenus pour le gouvernement. Enfin, elle envoie un mauvais signal aux gens qui trouvent une raison de s'endetter.

Ma deuxième mesure radicale: on gèle les augmentations salariales dans tous les secteurs, public et privé, pendant au moins deux ans. Pas de treizième mois ni de compensation salariale non plus pendant deux ans. Dans le secteur public, cela va aider à contenir les dépenses. Dans le secteur privé, cette mesure va générer des gains de productivité pour l'entreprise, et elle va aider à la création d'emplois grâce à la baisse du taux de salaire réel.

En contrepartie, la Banque de Maurice doit tout faire pour maintenir la parité dollar-roupie pendant ces deux années. L'objectif doit être de ramener l'inflation en-dessous de 3%. Une fois cet objectif atteint, les négociations salariales pourront recommencer, mais alors les augmentations salariales devraient être minimales en raison du faible taux d'inflation.

Ma troisième mesure radicale: on fait du Board of Investment un véritable one-stop-shop pour les investisseurs. On met un time frame, un mois au maximum, pour accorder tous les permis à un investisseur. Passé ce délai, si les permis ne sont pas encore délivrés, l'investisseur peut commencer son business en toute légalité.

En même temps, on centralise toutes les institutions de promotion et de soutien (Enterprise Mauritius, MTPA, FSPA, etc.) en les intégrant dans le BOI. Ce processus de rationalisation sera à l'avantage de l'investisseur qui n'aime pas parler à plusieurs interlocuteurs. Il faut que le BOI devienne le seul interlocuteur privilégié de l'investisseur. Nous sommes une petite économie avec peu de secteurs économiques. Une seule institution peut promouvoir tous les secteurs à la fois.



**\* L'opposition a fait de la démocratisation de l'économie, de l'ouverture en général, son cheval de bataille. La concentration de l'économie entre les mains d'une poignée est-elle un sujet qui vous inquiète?**

-- Cette concentration de l'économie ne m'inquiète que dans la mesure où l'Etat ne joue pas son rôle d'arbitre impartial comme il le faut. Tant que l'Etat continue de distribuer des prébendes, des subventions et des contrats faramineux à des entreprises, la concurrence est faussée quelque part. Les privilèges pour les uns sont toujours des discriminations pour les autres.

Sinon, la meilleure façon de démocratiser l'économie est d'introduire la concurrence dans tous les secteurs et de libéraliser le commerce extérieur et l'accès aérien. C'est ainsi qu'on arrivera à un Level Playing Field dans le monde des affaires, et qu'on encouragera l'entrepreneuriat.

**\* Le directeur de la BPML, M. Chand Bhadain, a révélé récemment que la cybercité n'a créé que 641 emplois malgré les Rs 2 milliards injectées jusqu'ici dans ce projet. C'est loin, très loin, des 20 000 emplois promis au départ, n'est-ce pas?**

-- Cette cybercité n'existe que de nom. Un bâtiment rempli de centres d'appels n'est pas une cybercité! Il nous faut aussi, et surtout, une industrie du développement de logiciels et d'autres produits technologiques. Faisons venir 10 000 compétences étrangères, s'il le faut, pour développer cette industrie. Nos cadres en informatique trouveront aussi des opportunités à Maurice. Malheureusement, beaucoup d'entre eux émigrent, ce qui fait que nous nous retrouvons dans un cercle vicieux: pas de ressources humaines qualifiées et pas d'industrie informatique.